



Indice	Modifications	Date	Etabli par	Vérifié par
a	Création	01/10/21	KM	NL
b				
c				
d				
e				
f				

AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE CUZIEU – RD16

Commune de Rivas

Département de la Loire

Etat du document		<div>CAHIER DES CLAUSES</div> <div>ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</div>
DCE		
N° Affaire :	A2104002	
N° Document :	CCAP	

Maîtrise d'ouvrage		Maîtrise D'Œuvre	
	Mairie de RIVAS Place de l'Eglise 42340 RIVAS ☎ : 04.77.54.63.43 ✉ : mairie.rivas@wanadoo.fr		TELYP VRD 1 rue de l'Informatique 42000 SAINT-ETIENNE ☎ : 09.72.64.49.60 ✉ : contact@telyp.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1.	DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1.	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	4
1.2.	OBJET DU MARCHÉ ET EMPLACEMENT DES TRAVAUX.....	4
1.3.	TRANCHES ET LOTS.....	4
2.	PIECES CONTRACTUELLES.....	4
3.	INTERVENANTS	4
3.1.	CONDUITE D'OPERATION.....	4
3.2.	MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.3.	CONTROLE TECHNIQUE	5
3.4.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
4.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
5.	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
5.1.	DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
5.2.	DELAI D'EXECUTION	5
5.3.	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	5
6.	PRIX	5
6.1.	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	5
6.2.	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	5
6.3.	REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	6
7.	GARANTIES FINANCIERES	6
8.	AVANCE	6
8.1.	CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT.....	6
8.2.	GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	6
9.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
9.1.	DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS	7
9.2.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
9.3.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	8
9.4.	PAIEMENT DES COTRAITANTS	8
9.5.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	8
9.6.	NATURE ET REPARTITION DES PRIX	8
10.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
10.1.	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	8
10.2.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	9
10.3.	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	10
10.4.	REGISTRE DE CHANTIER.....	10
10.5.	ETUDES D'EXECUTION	10
10.6.	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	10
10.7.	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	10
10.8.	RECEPTION DES TRAVAUX	11
11.	GARANTIES DES PRESTATIONS.....	11
12.	PENALITES.....	11
12.1.	PENALITES DE RETARD	11
12.2.	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	11
12.3.	AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	12
13.	ASSURANCES	12

14.	RESILIATION DU CONTRAT	12
14.1.	CONDITIONS DE RESILIATION.....	12
14.2.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	12
15.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	13
16.	DEROGATIONS	13

1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1. Procédure de passation du marché

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte en application en application de l'article 42-2 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.2. Objet du marché et emplacement des travaux

Les stipulations du présent CCAP concernent la réalisation des travaux d'aménagement de la route de Cuzieu – RD16.

Lieu d'exécution : route de Cuzieu, 42 340 RIVAS

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.3. Tranches et lots

Sans objet.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement
- Le Cahier des clauses administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- Le Plan des travaux

3. INTERVENANTS

3.1. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

3.2. Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TELYP VRD

1 rue de l'Informatique

42 000 SAINT-ETIENNE

TEL : 09.64.49.60

MAIL : nicolas.lyonnet@telyp.fr

M. Nicolas LYONNET

La mission du maître d'œuvre est une mission complète : AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR.

3.3. Contrôle technique

Sans objet.

3.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet.

4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.
Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Délai global d'exécution des prestations

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement. Ce délai peut être modifié par un ordre de service pour toute cause non imputable à l'entreprise (financement non réalisé, lieu de travail non disponible...).

5.2. Délai d'exécution

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

6. PRIX

6.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n) / TP01o)$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.

- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum trois décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP01	Index général Travaux Publics

6.3. Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

7. GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5.0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8. AVANCE

8.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est prévu dans les conditions suivantes :

- Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

8.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1. Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

9.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1/ La date d'émission de la facture ;
- 2/ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3/ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4/ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5/ Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6/ La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7/ La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8/ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9/ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10/ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11/ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

9.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9.6. Nature et répartition des prix

Pour tous les travaux il sera appliqué le prix unitaire aux quantités réellement exécutées.

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage auquel il se rapporte est réceptionné.

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants,
- à l'entrepreneur mandataire, aux co-traitants et aux sous-traitants.

10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2. Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par les titulaires de chaque lot. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.2.1. Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

10.2.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

En complément de l'article 27.3 du CCAG travaux, il est précisé au regard de l'article R.554 du code de l'environnement que :

- Le piquetage spécial des ouvrages souterrains en service, visé à l'article R554-27 du code de l'environnement, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux (y compris le cas échéant la localisation des points singuliers, tels que les affleurants, les changements de direction et les organes volumineux ou présentant une sensibilité particulière) sera effectué par le titulaire. Ce piquetage doit être réalisé sur la base :
 - des informations recueillies auprès des exploitants de réseaux dans le cadre de la Déclaration de Travaux (DT) faite par ou pour le compte du maître d'ouvrage,
 - le cas échéant, des résultats des éventuelles investigations complémentaires faites par ce dernier jointes soit au DCE ou au marché,
 - des informations recueillies auprès des exploitants de réseaux dans le cadre de la Déclaration d'Intention de Commencer les travaux (DICT) à réaliser impérativement par lui-même avant le début des travaux,
 - d'une analyse du site (identification des affleurants, coffrets...)
 - de tout autre élément pertinent (rencontre avec les exploitants...).
- Le dossier de DT fait par le maître d'ouvrage est joint en annexe du présent marché.
- Ce piquetage spécial sera maintenu visible en bon état tout au long du chantier par le titulaire. Les prix du marché sont réputés prendre en compte les dispositions ci-dessus.
- Pendant les travaux, en cas de découverte de réseaux identifiés sensibles pour la sécurité et non conformes aux renseignements portés à la connaissance de l'exécutant, ce dernier doit surseoir à l'exécution de ses travaux dans l'attente des dispositions qui seront arrêtées par le responsable du projet pour la poursuite du chantier. Le titulaire doit avertir immédiatement par téléphone d'une part le responsable du projet en confirmant par écrit dans les 24h, et d'autre part l'exploitant du réseau si celui-ci a pu être identifié. Le titulaire ne pourra reprendre l'exécution de son chantier que sur ordre écrit du responsable du projet.

En cas d'application des dispositions précitées, il est prévu que:

- Le titulaire pourra prétendre à indemnisation. A cette fin, il devra présenter un mémoire en réclamation expliquant les préjudices réellement subis et justifiant des sommes demandées : personnels et matériels immobilisés (catégories, durée et coût horaire), amenée et replis de matériel... tout autre élément qui lui semble pertinent pour étayer sa demande.
- Le délai de réalisation du chantier pourra être allongé. Le titulaire devra également en faire la demande et justifier de délai complémentaire demandé.
- Le maître d'ouvrage analyse le mémoire afin d'en évaluer sa recevabilité.
- Le cas échéant, le maître d'ouvrage statue par voie d'avenant pour entériner les mesures arrêtées.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux arrêts de chantier consécutifs à la découverte ou à l'endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui lui ont été fournies par l'exploitant de plus de 1,5m, ou d'une distance supérieure à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

10.3. Préparation et coordination des travaux

10.3.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours. Cette période débute à compter de la notification du marché.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

10.4. Registre de chantier

Sans objet.

10.5. Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10.6. Installation et organisation du chantier

10.6.1. Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.6.2. Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

- Aucun emplacement ne sera mis à disposition des entreprises.

10.6.3. Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.7. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.7.1. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.7.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.7.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10.8. Réception des travaux

10.8.1. Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

10.8.2. Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

11. GARANTIES DES PRESTATIONS

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

12. PENALITES

12.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

12.2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3. Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 50,00 € par absence.

13. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

14. RESILIATION DU CONTRAT

14.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16. DEROGATIONS

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG – Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Travaux